

victoire électorale, que ce référendum aurait bien lieu. Le référendum, qui doit être précédé par des négociations à Bruxelles, est destiné à obtenir des concessions de l'Union. En ce qui me concerne, je retiens que ce sera très difficile, car sur les sujets qui intéressent Londres, à commencer par la circulation des personnes et l'immigration, les opinions sont très différentes, et parfois opposées, au sein de l'Europe. Si des concessions sont possibles, c'est sur des décisions d'un niveau nettement inférieur. Ces négociations, qui seront âpres, risquent de conduire l'électorat britannique à voter pour l'abandon de l'Union. Mais il est trop tôt pour l'affirmer, car je doute de la volonté des conservateurs de quitter l'Europe.

Que serait une Europe sans la Grande-Bretagne ?

La Grande-Bretagne a une grande importance économique, c'est le plus grand marché financier européen, mais c'est également une grande puissance militaire. Une Europe sans la Grande-Bretagne serait donc une Europe plus faible... mais également plus homogène. Bien sûr, je préférerais une Union plus unie qu'aujourd'hui, mais qui conserve la Grande-Bretagne en son sein. Toutefois, je ne sais pas si cet objectif est réalisable. On ne peut pas contraindre un pays à partager notre destin. Il



Romano Prodi
ex-président de la Commission européenne

appartient au peuple britannique de décider si son destin est dans l'Europe ou en dehors.

Un départ de la Grande-Bretagne n'offrirait-il pas de nouvelles perspectives pour l'UE ?

Certainement ! En de nombreuses occasions, la Grande-Bretagne a empêché une politique commune européenne ou l'a rendue plus compliquée. C'est la raison pour laquelle je ne pense pas que Bruxelles puisse faire de grandes concessions à Londres. Le peuple britannique devra se prononcer sur son appartenance, ou non, à une Europe qui a pour objectif de devenir de plus en plus unie. Le problème n'est pas telle ou telle décision, plus ou moins d'immigration ou plus ou moins de taxation, c'est un discours sur le destin. Il faut se diriger vers une Europe dans laquelle certains pays feront davantage de choses ensemble et d'autres ne les feront pas, l'Europe qu'on appelait autrefois « à plusieurs vitesses ». Non pas que je souhaite une Union « à la carte », mais un signal doit être donné pour davantage d'intégration. Si on continue avec une Union dans laquelle les différences empêchent de prendre les grandes décisions, c'est toute l'Europe qui s'écroulera. Pour ne pas courir ce risque, nous devons avoir des conceptions différentes de l'Europe qui se combinent entre elles et qui soient compatibles ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE DUNGLAS

Pascal Lamy : « Les Britanniques pensent qu'ils doivent compter sur eux-mêmes »

Le Point : La perspective de ce référendum, est-ce une catastrophe pour l'Europe ?

Pascal Lamy : La Grande-Bretagne a toujours joué une partition singulière. Helmut Kohl avait l'habitude de dire : « Le chemin de la Grande-Bretagne vers l'Union européenne sera toujours plus long que pour les autres Européens. » C'est leur matrice, leur singularité, leur ADN. Leur histoire, le fait de ne jamais avoir été envahis, sauf par mes ancêtres normands qui en ont fait une grande puissance, amène les Britanniques à penser qu'ils doivent d'abord compter sur eux-mêmes. Ils ne partagent que de loin le sentiment des continentaux selon lequel « Nous avons en commun des valeurs qui nous rassemblent », « Nous sommes plus forts ensemble », etc. Les Britanniques estiment que leur destin n'est pas forcément lié au nôtre. Dès lors, ces élections sont à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle.

Pourquoi ?

Une bonne nouvelle parce que Cameron a bien joué et qu'il a la main. En promettant ce référendum, il a réussi à contenir la progression d'Ukip. Il a une majorité au Parlement qui devra se prononcer avant le peuple. Il va pouvoir aller vite pour bénéficier de sa



Pascal Lamy
président émérite de l'Institut Jacques-Delors.

légitimité. Une mauvaise nouvelle parce que, comme tout référendum, c'est une entreprise périlleuse qui peut dérailler.

Que va-t-il faire ?

Négocier des réformes de l'Union européenne. Il en a déjà donné la trame tout en évitant d'entrer dans le détail pour ne pas donner prise aux anti. Mais il va maintenant devoir clarifier ses demandes. Exercice difficile, puisque son parti compte une soixantaine de parlementaires qui exigent la sortie de l'Union européenne. Parce qu'il devra naviguer entre la majorité de l'opinion britannique qui ne veut pas sortir de l'Union et la majorité de l'opinion britannique qui n'aime pas l'Union. Parce que les concessions qu'il obtiendra seront limitées. Parce que, pour plaider le maintien dans l'Union, il va devoir réinventer un narratif qui lui permette d'expliquer que l'Union est bonne pour la Grande-Bretagne. ■■■

« Ce n'est pas Londres qui empêche Paris et Berlin d'avancer en Europe. »